

Audience finale sur la délivrance de permis pour l'IGDPS 10 août 2023

Les Premières Nations algonquines de Kebaowek, de Kitigan Zibi et de Barriere Lake vont tenir une réunion publique le 10 août 2023, au 50, promenade Sussex à Ottawa, pour faire leurs présentations finales à la Commission canadienne de sûreté nucléaire au sujet du projet d'installation de gestion des déchets nucléaires à côté de la rivière des Outaouais, l'IGDPS.

Il s'agit d'une audience très importante, car il s'agit de la **dernière étape** dans le processus d'octroi du permis pour l'IGDPS, la toute première proposition de stockage **permanent des déchets de réacteurs nucléaires** au Canada. C'est aussi un **test de l'engagement du Canada** à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. La décision d'autoriser l'IGDPS ira à l'encontre de quatre articles de la DNUDPA ([détails ici](#)).

Il y a eu des audiences « finales » de délivrance de permis pour l'IGDPS l'année dernière, en mai/juin 2022, mais à la fin de ces procédures, il a été reconnu que la consultation avec les Premières Nations algonquines avait été inadéquate. Les consultations avec les Premières Nations Kebaowek et Kitigan Zibi se sont poursuivies au cours de la dernière année et comprenaient une évaluation dirigée par les Autochtones des impacts potentiels de l'IGDPS sur les droits des Autochtones. Les conclusions de l'évaluation sont résumées dans ce [livret](#).

L'audience du 10 août est l'aboutissement d'un long processus d'évaluation environnementale de sept ans pour l'IGDPS - un monticule géant hors-sol qui contiendrait jusqu'à **un million de tonnes de déchets radioactifs et autres déchets dangereux**. L'installation proposée serait située sur le territoire **algonquin non cédé**, à moins d'un kilomètre de la Kitchi Sibi (rivière des Outaouais) sur le flanc d'une colline entourée de milieux humides qui se déversent via un ruisseau dans la rivière. Le promoteur de l'installation de gestion des déchets est un consortium de multinationales (SNC-Lavalin, Fluor et Jacobs), qui a été engagé en 2015 par le gouvernement fédéral pour réduire rapidement et à moindre coût la facture de nettoyage de plusieurs milliards de dollars pour les Laboratoires de Chalk River, un site de huit décennies d'activités nucléaires telles que la production de plutonium pour les armes nucléaires américaines. L'installation proposée [occasionnerait des fuites](#) pendant et après la construction et [se désintégrerait](#) après quelques centaines d'années en raison d'un processus d'évolution normal. Dix Premières Nations algonquines, l'Assemblée des Premières Nations et plus de 150 municipalités, dont Ottawa, Gatineau et Montréal, ont de sérieuses inquiétudes au sujet de l'installation proposée. Plus d'informations peuvent être trouvées [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

Lors de cet événement, trois Premières Nations algonquines (Kebaowek, Kitigan Zibi Anishinabe et Barriere Lake) feront leurs présentations finales à la Commission canadienne de sûreté nucléaire par vidéoconférence. Elles présenteront les conclusions de leur évaluation menée par les Autochtones sur la proposition de l'IGDPS, exposeront leurs préoccupations et souligneront les menaces à leurs droits autochtones qui surviendraient si l'établissement obtenait un permis. Les autres participants à l'audience — le promoteur, le personnel de la CCSN et les commissaires — participeront à distance par vidéoconférence.